

Opportunités, mais pour qui?

Lucile Ruiz

Catherine réside à Tracadie, ville où elle a grandi. Elle a été élevée par un père enseignant et une mère au foyer et a très tôt été engagée dans sa communauté. Elle a siégé dans des conseils d'administration dès l'âge de 14 ans et est très reconnaissante envers sa communauté pour tout ce qu'elle a reçu. Catherine a de l'ambition, du haut de ses quarante ans; elle s'est bâti un fort capital économique. À la tête de sa propre entreprise de consultation en affaire, militante de longue date et candidate aux dernières élections provinciales, elle souhaite « faire la différence ». Un accident de voiture l'a ralentie dans les dernières années, mais la flamme est toujours présente. Catherine a « sa Péninsule tatouée sur le cœur » et se dit prête à s'engager à fond pour que sa communauté prospère. Cependant, elle espère pouvoir prendre sa retraite précocement et profiter de la vie. Sans famille à charge, elle a réalisé qu'elle occupait sa vie avec ce qui la passionnait. Ce qu'elle souhaite continuer à faire, mais en ayant plus d'impact et à un rythme moins effréné que dans le passé. Proche et influente auprès de la communauté d'affaire et de différents paliers de gouvernements, en particulier certaines municipalités de la Péninsule et le provincial, Catherine affirme bien connaître les codes et rouages du pouvoir pour arriver à ses fins, ou du moins pousser les dossiers qu'elle considère importants. Cependant, elle miroite le moment où ses cheveux gris donneront peut-être plus de poids à ses propositions, qui ne sont pas toujours prises en compte.

Catherine arrive à notre rendez-vous au volant d'un VUS BMW. Cheveux impeccablement lissés, maquillage soigné, bijoux élégants, robe noire chic et talons hauts, Catherine dégage une assurance et

une prestance que l'on retrouve dans son discours. Nous nous installons dans la cafétéria de l'université du campus de Shippagan. Elle y a été invitée pour l'inauguration de l'observatoire cet après-midi. Nous sommes un vendredi après-midi, le campus semble vide d'étudiants·es. Seulement quelques employés·es s'affairent autour de nous pour préparer un souper de homard pour une instance de l'université qui se réunit demain, à laquelle Catherine a été invitée également.

Extraits de l'entrevue

Faire confiance à la communauté d'affaire

Lucile : Est-ce qu'il y a des choses qui te préoccupent pour l'avenir de la Péninsule?

Catherine : Ben oui... Ça me préoccupe parce que, par exemple, avec le gouvernement fédéral, avec la COVID, les quatre dernières années, ben le « gap » ou la disparité entre les plus riches et les plus pauvres, c'est encore plus... L'écart est encore plus là. Puis c'est les plus riches, qu'on veut encourager à créer, soit les logements... Les municipalités, elles sont prises avec leur budget, fait qu'elles ont le rôle d'augmenter leur assiette fiscale, mais, pour augmenter l'assiette fiscale, il faut aider l'entrepreneuriat, pour pas être obligé d'augmenter les taux de taxes. Fait que c'est ça, que je pense qui manque là.

[...]

L : Pour toi, il y a un potentiel sur la Péninsule?

C : Oh oui, sans aucun doute. Mais, qui va prendre le leadership? Quel organisme? Quelle personne? Qui est-ce qui va se lever debout? Là, si j'étais rétabli à 100 %, je ferais une couple d'appels. Je mettrais ensemble un groupe d'affaires, on va dîner ensemble, puis on voit comment qu'on fait pour « flipper » ça de bord.

L : Ça va partir de la communauté d'affaires, selon toi cette prise en charge?

C : Ben, je fais référence à la communauté d'affaires parce que, souvent, c'est celle-là qui a le plus d'initiative et d'entrepreneuriat. Et qui va pas se dire « Ah! c'est trop compliqué, c'est pas facile... ». C'est les personnes qui ont des connexions aussi au gouvernement. Donc des fois c'est un coup de téléphone, puis on va avoir du financement, puis c'est plus facile.

L : Puis est-ce que selon toi, il faudrait embarquer la communauté là-dedans, comme Monsieur-Madame tout le monde, de quelle façon les impliquer?

C : Pour démarrer? Je le sais pas. Souvent, Monsieur-Madame Tout-le-Monde sait même pas par où commencer, ils savent même pas par où commencer pour se sortir de leur situation. Ça prend des gens qui sont innovants, qui sont comme « OK, ben là, j'ai un problème, c'est quoi mes options pour résoudre ce problème-là ». Puis, souvent les personnes vont juste regarder une solution, « c'est pas de ma faute... ». Ils vont jouer la victime, je dis ça pour ça, parce que, souvent, les entrepreneurs vont réagir comme « Tu m'as dit non. Ben, I don't take no as an answer ». Je suis comme ça, moi. Mes parents me disaient souvent « non », mais j'arrivais toujours à atteindre mes objectifs. Faut que t'ayes des gens qui soient batailleurs... Souvent, Monsieur-Madame Tout-

le-Monde, ben ils préfèrent... À 5 h, ils s'en vont chez eux. Fait qu'ils sont pas prêts à laisser leurs enfants ou leur famille, pour dire « On s'en va faire du bénévolat 2-3h », parce que ça a pas été inculqué dans leur culture. Fait que ça commence à l'école. C'est la base qui va faire rouler.

[...]

Développer, mais s'éloigner des côtes

L : Quels impacts, selon toi, les effets des changements climatiques, en quoi ça va influencer tout ça dans le futur et le développement de la région, de la communauté?

C : Je pense que le développement va se faire loin, probablement plus loin des côtes. Je pense que les gens considèrent ça comme un phénomène inévitable, même s'ils font attention, qu'ils ont commencé à recycler, à diminuer leurs émissions de gaz à effet de serre, etc. Ben, c'est pas juste la Péninsule ou même toute la région du Nouveau-Brunswick. Tu sais, nous, on fait partie du Jet Stream, là, qui part de la Floride, qui remonte jusqu'à New York et à Boston, pis... La tempête qui se passe à New York, là, ou à Boston, ou à Chicago, ben, deux jours après c'est nous autres qui l'ont. C'est ça qui apporte les grosses marées tout ça, c'est comme on dirait même si qu'on fait tout, on pogne la tempête qui s'en vient... On souhaite que les États-Unis vont... Les États-Unis sont un plus grand émetteur que le Canada. C'est comme si c'est un phénomène que ben, on est à la merci, on peut pas... Peut-être que les feux de forêt seraient moins nombreux si on faisait une meilleure gestion de nos forêts. Il y a des pratiques, là, pour éviter... En tout cas, je sais qu'en Floride, ils en font, comme c'est très sec. Mais tu sais, je suis pas une experte là-dedans. Mais surtout au niveau des eaux, là au

mois de juillet, le gouvernement va faire d'autres annonces d'enrochement dans la Péninsule. Mais je pense, les gens vont juste s'éloigner des côtes. Mais je suis pas certaine que ça va... Il y a encore des gens qui demandent des dérogations pour être à seulement 10 mètres de l'eau, comme d'une rivière ou de la mer. Le règlement exige d'être à 30 mètres de l'eau, mais certaines personnes insistent pour obtenir une dérogation pour se rapprocher de l'eau. Fait que c'est pas encore... Les gens le voient pas encore... On en parle, là, mais...

L : Est-ce qu'il faut changer la façon de faire du développement aussi? Selon toi?

C : Ben le... Tu veux dire quel type de développement?

L : Dans le sens, le développement économique de la région, est-ce qu'il faut peut-être le faire différemment dans le futur pour penser les impacts que ça a au niveau environnemental et social?

C : La seule chose que je peux penser, c'est que ça va limiter probablement à choisir des endroits plus stratégiques. Qu'on va pas être impacté ou avoir l'impact contre les grandes marées, contre les tempêtes! C'est la seule chose. Je suis d'accord. Oui, il faudrait que... Mais je peux même pas te dire, comme je suis pas certaine... Je suis sûre qu'il y a des experts qui pourraient dire « regarde, c'est comme ça pour, c'est... C'est comme ça qu'on devrait le faire. » Je suis pas dans ce phénomène, je suis pas dans ce domaine-là, mais je suis sûre que tu sais, on est toutes, on voit là à chaque tempête, là, des chalets qui se font emporter... [...] C'est du jamais vu. Fait que là, les gens sont « OK bon, on va pas se reconstruire, là »...

Plus de règlements

L : [...] les ressources, les bleuetières, etc. T'en penses quoi, toi? Est-ce qu'il faudrait limiter ça? Ou pas forcément?

C : Ouais, j'ai fait beaucoup de pression sur le gouvernement, en particulier auprès du ministre des Ressources naturelles, puis même à Tracadie. Il me semble tout simplement impensable qu'il y ait pas de règlement provincial, ou municipal, qui interdise et sanctionne l'épandage [L'épandage est l'action d'épandre avec régularité des engrains, des amendements ou des pesticides] à moins de 300 pieds d'une habitation. C'est le cas : l'épandage a lieu ici, dans ma cour, et le tracteur passera là où se trouve la borne-fontaine. Tous les pesticides, peu importe ce que c'est comme pesticides, ce que ça fait quand ça pleut, ça descend, puis ça va dans la nappe phréatique. On est un des plus hauts taux de cancers au Nouveau-Brunswick. Chez nous, je suis avec l'eau de la ville, mais mon eau de la ville est brune. Parce que ça fait 50 ans qu'il y a du manganèse, fait que je bois de l'eau en bouteille. C'est pas normal que... même si des arrêtés existent. Je pense que Tracadie a des arrêtés, mais les tracteurs sortent la nuit. Fait qu'il y a personne, il y a pas d'agent pour les prendre sur le fait, puis même moi j'ai eu des vidéos de citoyens parce qu'ils savent comment je parle. Pis oui, j'ai perdu mes élections, mais ils savent comment je suis proche du gouvernement. Pis, j'ai envoyé ça au premier ministre. C'est pas normal, mais il n'y a aucune conséquence.

L : Pourquoi ils font rien d'après toi?

C : Je le sais pas, mais oui, il faut qu'il y ait des règlements. Je pense que ça va être, selon moi, ça serait le provincial, au moins regarde toutes les municipalités, c'est le règlement qui doit être appliqué à tout le monde. Mais en plus, surtout

par exemple avec les commissions de services régionaux, il devrait y avoir un officier ou peut-être l'agent des arrêtés qui s'assure de faire respecter les arrêtés. Puis, tu vas avoir une amende, et pas juste de 500 \$, mais... Tu sais, la valeur d'une vie humaine, ça n'a pas de prix. Moi, ma sœur est une des personnes atteintes de la maladie mystérieuse, et on a trouvé des produits chimiques dans ses prises de sang.

L : Est-ce que la communauté d'affaires pourrait faire quelque chose pour ça ?

C : Oui, certainement, mais on ne se rend pas souvent compte, car l'épandage se fait principalement dans les régions où les gens sont plus démunis et ne parlent pas, ne connaissent personne et ne savent pas à qui s'adresser. Monsieur et Madame... C'est certain qu'un individu fortuné, tel qu'un millionnaire, ou un entrepreneur, aurait pris des mesures préventives. Cependant, il s'agit généralement de personnes démunies...

Nous sommes interrompus par le ministre qui rentre dans le campus pour l'inauguration de l'Observatoire. Reprise de l'entrevue après l'inauguration.

Impuissance et manque d'éducation

L : La question qu'on voulait te poser, en fait, nous dans notre recherche, la petite étude qu'on fait, on se pose la question du potentiel de la région. Dans le futur, avec tout ce qui se passe actuellement, incluant les changements climatiques, est-ce qu'il y aurait un potentiel pour que la région devienne comme autosuffisante, un peu autonome? Qu'il y ait une certaine indépendance qui se développe vis-à-vis des énergies fossiles, comme le pétrole,

que la communauté se prenne en charge, qu'il y ait comme une forme de démocratie un petit peu plus directe, participative, plus de mise en commun, valoriser les savoir-faire plus anciens, plus manuels. C'est ça, s'autonomiser un petit peu et renoncer à certaines choses, avec les ressources de la Péninsule. Toi, qu'est-ce que ça te dit quand on dit ça ?

C : Il y a un mouvement, là, on a des organismes, comme le regroupement des jardiniers écologiques de la Péninsule. Mais ça rejoint quelques centaines de personnes qui sont intéressées au jardinage. Comme moi, j'ai pas le pouce vert, je... S'il y avait des transports en commun, mais très, très efficace... Quand je suis à Montréal, je prends du transport en commun tout le temps. Mais ça va être difficile. Je pense qu'il y a une sensibilité, mais il faudra sensibiliser la population à l'école pour qu'elle devienne sensible à ces questions. Ma mère, par exemple, ne se sentirait pas capable de marcher, même si elle en avait envie. Elle préférerait utiliser sa voiture. De plus, elle n'accepterait pas de faire du covoiturage. C'est donc un changement de culture qui prendra plusieurs générations. À moins qu'il y ait vraiment des options. [...] Il y a du changement à faire. Il y a d'autres problèmes économiques et sociaux, je pense, qui sont prioritaires. Moi, j'ai été en campagne électorale et j'ai vu des maisons où il y avait pas d'électricité parce que les gens avaient pas les moyens de se la payer. J'ai été dans des maisons dont le plancher était fait de terre battue. En 2024. Ça, c'est un autre monde qu'on voit pas, c'est comme un monde parallèle de pauvreté. Puis, quand tu parles à ces gens-là de couper ou de changer... Il y a des gens qui souffrent là tout de suite. Les banques alimentaires sont surchargées, c'est... (silence), mais j'ose croire qu'on pourrait faire ce virage-là, mais ça va prendre des années.

De planter des petites graines et de faire des petits changements pour que les gens s'habituent. Tout le monde veut un changement, mais personne ne changera, sauf soi-même.

L : Et est-ce que tu crois qu'il y a peut-être des choses qui vont, qui vont peut-être forcer ce changement? Je pense à la COVID, s'il y a d'autres choses comme ça qui arrivent, des pénuries...

C : Mais même le prix du pétrole qui a augmenté, ça a changé zéro habitude. Ça fait juste que l'épicerie est beaucoup plus chère, puis, même si l'essence était à 5 \$ le litre, ça demeure une priorité, ils vont sacrifier d'autres choses pour mettre de l'essence dans l'auto. Je peux comprendre que, par exemple, la taxe sur le carbone soit plus efficace dans les grands centres. Les gens diront : « Regarde, je vais prendre l'autobus au lieu de ma voiture. » Parce que surtout, comme au centre, quand tu te promènes en ville, c'est là que tu brules le gaz, puis c'est là que ça coûte cher. Mais si ça coûte juste plus cher, on va simplement aller moins souvent au restaurant. Les restaurants auront alors moins d'achalandage, ils pourront offrir moins de services et ouvrir moins d'heures, ce sont d'autres personnes qui en écopent. Les solutions nationales sont souvent pour les grands centres, Toronto, Ottawa, Montréal, Vancouver. Souvent, c'est des solutions que quand t'es dans des régions éloignées...

L : C'est pas pertinent?

C : Ben, c'est pas que c'est pas pertinent, mais ça a moins d'impact. Je suis sûre qu'il y aurait probablement d'autres solutions, ou des incitatifs ou... Mais sais-tu qui va financer un réseau de bus qui fonctionnera toutes les quinze minutes ou toutes les demi-heures? Ça coûte extrêmement cher. Puis, c'est l'habitude : « Ah! t'es pauvre,

t'as pas d'argent, c'est pour ça que tu prends ton arrêt, que t'es là. » Le regard des autres. C'est qu'on n'est pas habitué, c'est comme quand tu vois quelqu'un d'une autre couleur, il y a encore des gens qui vont le dévisager, tu sais. Ils se disent pas comme c'est normal, c'est pas... Mais je pense qu'en faisant des progrès, puis en ayant un groupe qui va défoncer les barrières, montrer l'exemple, ça va se faire, tu sais quand que nos leaders vont prendre l'autobus ou faire du covoiturage, pis montrer l'exemple, alors peut-être que... Et non pas juste un certain groupe pour un certain type.

L : Ça me fait penser à autre chose, mais tu m'avais parlé très rapidement de la méfiance que les personnes avaient envers le gouvernement provincial. Cette méfiance était fondée davantage sur des perceptions que sur des faits.

C : Oui. Je pense que le niveau de scolarité des gens ici correspond à 60 % de la population de la péninsule qui a fait son secondaire 2. Neuvième année, c'est vraiment... Puis, les gens dépendent beaucoup du gouvernement, parce que leur assurance-emploi est gérée par celui-ci. Il y a une espèce de culture que le gouvernement leur doit tout. Puisque c'est pas ma faute si je manque d'argent... Fait que, peu importe le gouvernement qui est en place, ils vont chialer. Puis, c'est comme si c'était la faute de ce gouvernement si je suis comme ça... Fait que ça, c'est une chose, mais l'autre, il y a une méfiance plus accentuée que les gouvernements antérieurs. Tu sais, la plupart des gens ici disent que tous les politiciens sont des menteurs, que c'est la même chose partout, puis... Mais juste parce que le premier ministre est unilingue anglophone, puis, dans ses efforts de communication, ben, il y a pas de communication... La communication, l'image qui a été bâtie au fil des années, ben, ça a juste

renforcé la perception qu'il est anti-francophone. Fait que les gens prennent ça comme un fait, donc on va pas voter pour quelqu'un qui est anti-francophone. Mais tu sais, l'Observatoire, c'est le gouvernement du Nouveau-Brunswick. Moi, j'ai pas de problème avec le premier ministre, chaque fois j'lui demande de quoi, c'est oui, oui on va faire ça. Et puis il est très sympathique, tu prends une bière avec. Mais les médias sont comme... On a des médias particuliers là.

[...]

La biorégion, une utopie vaine?

Lors de notre entrevue, Catherine nous a fait part de ses inquiétudes, notamment l'exode, en particulier des « plus smarts », et le manque de vision, pour le développement économique de la région. Elle est convaincue du potentiel de la

Péninsule, mais déplore un manque de leadership, ainsi qu'un manque d'éducation, qui entraîne de la méfiance de la part de la population, pas toujours justifiée, envers le gouvernement. Un changement de culture lui semble nécessaire, notamment pour résoudre les enjeux environnementaux, sensibiliser la population et lui donner envie de s'impliquer pour sa communauté, mais ça prendra beaucoup de temps, et « tout le monde veut un changement, mais personne ne changera, ou on veut se changer soi-même. » Catherine ne semble pas croire à la nécessité d'un changement radical, ni la pertinence et le réalisme d'un projet biorégional. Mais elle voit une opportunité auprès de la communauté d'affaires, dont la débrouillardise et le caractère innovant pourraient, selon elle, aider la Péninsule à résoudre ses enjeux sociaux, grâce au développement économique et touristique.

